



## Contribution de Patrick COTREL

cotrel.patrick@wanadoo.fr

### Nous sommes déjà dans l'après crise

Depuis 2017, une politique de précarisation des contrats de travail, réduction des moyens financiers des services publics, réduction de l'APL, des indemnités chômage, réforme des retraites, a aggravé les inégalités sociales (suppression de l'ISF...). Cela a entraîné plusieurs conflits sociaux majeurs : Code du travail, Gilets jaunes, retraites, hôpitaux... Ces conflits n'ont pas abouti, mais il s'en est suivi une ambiance de mécontentement latent et de défiance par rapport au pouvoir politique.

#### La crise sanitaire : un révélateur social ?

Dès le début, la crise sanitaire a mis en évidence le problème des capacités d'accueil des hôpitaux qui avait été dénoncé par le mouvement des soignants (en particulier des Urgences). Conscient de ce profond malaise, le gouvernement a mis en place un plan de financement massif (en particulier par le chômage partiel – méthode déjà expérimentée avec succès par l'Allemagne après la crise financière de 2008), afin de protéger les emplois et les entreprises. Et il a promis la mise en place, après la crise sanitaire, d'une remise à flot du financement des hôpitaux, et peut-être même des autres services publics.

Mais le financement, très positif, du chômage partiel pour les salariés a, en creux, mis en évidence la situation très alarmante de tous ceux qui ont un statut plus ou moins précaire. Le gouvernement a reporté à septembre le nouveau barème d'indemnisation du chômage qui sanctionne durement les chômeurs qui acceptent des « petits boulots » de quelques heures ou quelques jours dans le mois (intérimaires, CDD très courts...). Pourquoi ce nouveau barème n'est-il pas simplement annulé et ouvert à de nouvelles négociations ? Alors que les économies visées ne sont que de 4,3 milliards €, soit un coût sans commune mesure avec le coût de l'ensemble du dispositif annoncé.

Mais les précaires, c'est aussi la grande masse des « autoentrepreneurs », des livreurs et des conducteurs à leur compte... dont le nombre a beaucoup augmenté au cours de la dernière année... N'oublions pas, non plus, les bénéficiaires des minima sociaux : lorsqu'on a des revenus convenables et assurés, le confinement n'est pas une épreuve financière, puisqu'on dépense moins. Mais ceux qui n'ont qu'un petit minimum ont toujours besoin de ce minimum pour survivre.

Enfin, n'oublions pas les artisans et commerçants qui exercent dans des activités non prioritaires, et pour lesquels le report de certaines charges ne suffit pas à compenser l'absence complète de rentrées. Malgré les promesses de prise en compte de ces situations faites par le Président de la République le 13 avril, on se prend à rêver d'un plan à la japonaise (voir l'éditorial de Jean-Pierre Bouissou dans Ouest-France du lundi 13 avril) où tous ceux qui ont perdu 20 à 50 % de leurs revenus bénéficient d'une aide individuelle importante de l'État pour survivre...

Tous les travailleurs de l'ombre du secteur médical, aides soignants, aides à la personne, caissiers des supermarchés, éboueurs, maraîchers... qui ne bénéficiaient d'aucune considération et dont l'activité était réputée coûter trop cher, se retrouvent en première ligne pour permettre à tous de survivre. Les promesses pour l'après crise ne vont sans doute pas leur suffire...

Et à l'autre bout, tous ceux qui étaient censés représenter la partie « active » de la société, celle qui prend des risques et qui innove, se retrouve face à la réalité de l'absence de statut et de protection. C'est une partie de ceux là qui se sont retrouvés dans le mouvement des Gilets Jaunes. Et leur confiance en la parole politique n'est certainement pas renforcée...

### **Et l'écologie, dans tout ça ?**

Il ne faut pas oublier les mobilisations pour la sauvegarde du climat et de la biodiversité, l'« Affaire du siècle » (plus de 2 millions de signatures), les marches pour le climat des jeunes et des adultes, les coquelicots... qui traduisent la conscience de plus en plus partagée des dangers écologiques qui nous menacent. Malgré cela, le gouvernement n'a pris aucune mesure à la hauteur de l'enjeu : non tenus, nos engagements concernant les gaz à effet de serre lors de la COP21 de Paris ; envolés, les objectifs de diminution des pesticides dans l'agriculture...

La crise sanitaire n'effacera pas cette conscience, d'autant que le lien avec le défrichage de la forêt primaire est probable. De plus, on constate que certains sont déjà à l'œuvre pour profiter de cette crise pour faire tomber les rares contraintes environnementales qui ont été prises : la FNSEA réclame (et obtient dans plusieurs dizaines de départements) l'annulation de la distance de 5 à 10 mètres pour l'épandage des pesticides ; Airbus a obtenu des masques chirurgicaux pour redémarrer des ateliers de montage... alors que la plupart des avions sont cloués au sol et qu'il s'agit d'un mode de déplacement polluant et bénéficiant de détaxations.

Et dès maintenant, les libéraux proposent de travailler plus (donc « assouplir » les règles du travail en conséquence) pour rembourser la dette. Ce qui se passe aux USA, en Pologne, en République tchèque, en Indonésie, montre que les « productivistes » et les industries polluantes sont à l'œuvre pour lever tous les obstacles. Sans attendre la fin de la crise sanitaire, c'est dès maintenant que le combat pour la transition écologique commence à se jouer.

### **Une gestion de la crise sanitaire problématique**

L'affaire des masques a été très révélatrice. Pas de stock en début de crise. Le gouvernement actuel n'en porte pas la seule responsabilité : ce sont les précédents qui avaient décidé de ne pas le renouveler. Ensuite, la recherche de masques au niveau international n'a pas été à la hauteur de l'évènement et a été chaotique.

Mais le plus grave est d'avoir nié l'absence de stock et menti sur l'utilité sanitaire de ces masques : fin janvier, la ministre de la santé déclarait que ces masques étaient inutiles et affirmait que les stocks existaient. Cela ne va pas dans le sens de l'établissement d'une confiance indispensable dans la période actuelle...

## Conclusions provisoires

Il n'est bien entendu pas question de remettre en cause les mesures de confinement et les gestes « barrière ». Et nous espérons tous que le calendrier de déconfinement sera adapté à la situation. Mais il faut reconnaître que la défiance sociale et écologique est plus que jamais présente dans la population (récent sondage IFOP ci-dessous).

**Il y a de fortes chances pour que la sortie de crise s'accompagne de vifs débats, et peut-être même de crises sociales. C'est donc dès maintenant que des instances de réflexion et de débat, comme le Conseil de développement, peuvent ouvrir un champ de travail.**

